



Politiques de sécurité alimentaire :

établir des liens avec les écosystèmes



Publié par : IUCN, Gland, Suisse

Copyright : 2013 Union internationale pour la conservation de la nature et de ses ressources.
La reproduction de cette publication à des fins non commerciales, notamment éducatives, est permise sans autorisation écrite préalable du détenteur des droits d'auteur à condition que la source soit dûment citée.
La reproduction de cette publication à des fins commerciales, notamment en vue de la vente, est interdite sans autorisation écrite préalable du détenteur des droits d'auteur.

Citation : IUCN (2013). Politiques de sécurité alimentaire : établir des liens avec les écosystèmes.
Gland, Suisse : IUCN.

ISBN : 978-2-8317-1215-4

Remerciements : Ce document est basé sur un article de Jennifer Mohamed-Katerere (IUCN Commission des politiques environnementales, économiques et sociales) et Dr Mark Smith (Programme mondial pour l'eau UICN), édité par Jennifer Rietbergen-McCracken, avec un soutien supplémentaire de Chris Buss (Programme de Conservation Forêt UICN) et Claire Warmenbol (Programme mondial pour l'eau UICN).
Ce document a été présenté lors de la Conférence internationale sur les forêts pour la sécurité alimentaire et la nutrition, 13-15 mai 2013.
[www.fao.org/forestry/sécurité alimentaire](http://www.fao.org/forestry/sécurité%20alimentaire)

Photographies : © WFP/James Giambone, © WFP/Shehzad Noorani.

Traduction : Katell Mahieu

Design graphique : MH Design / Maro Haas

Imprimé par : UNI Print, Nyon

Disponible auprès : IUCN (Union internationale pour la conservation de la nature)
Rue Mauverney 28
1196 Gland
Suisse
Tel +41 22 999 0000
Fax +4122 999 0020
books@iucn.org
www.iucn.org/publications

Un catalogue de publications IUCN est également disponible.

Politiques de sécurité alimentaire :

établir des liens avec les écosystèmes

Points clés

Les biens et les services écosystémiques contribuent de manière déterminante à la sécurité alimentaire en soutenant la disponibilité, l'accès et l'utilisation des aliments – à la fois sauvages et d'élevage – et en renforçant la stabilité des systèmes alimentaires. Par exemple, les écosystèmes sous-tendent la production agricole en fournissant l'eau, le sol ainsi que la pollinisation et les services de contrôle antiparasitaire.

La dégradation des écosystèmes et la faible gouvernance des écosystèmes compromettent non seulement la capacité des populations des pays en développement à produire, accéder à et utiliser efficacement la nourriture, mais également minent l'efficacité des politiques de sécurité alimentaire. Dans le même temps, des politiques inappropriées peuvent endommager les écosystèmes et leur capacité à soutenir la sécurité alimentaire. Les populations rurales pauvres et les groupes vulnérables, notamment les femmes et les enfants, sont les plus exposés au risque d'érosion de la sécurité alimentaire.

Une approche écosystémique pour l'instauration de politiques de sécurité alimentaire dépasse la vision conventionnelle – en matière de productivité, de commerce et de problèmes macroéconomiques – pour obtenir une vue d'ensemble du développement des systèmes alimentaires durables. Une telle approche va au-delà de simplement soulager la faim dans le monde et vise la construction d'une résilience alimentaire à long terme – c'est-à-dire la capacité des écosystèmes à supporter la production alimentaire et la capacité des personnes à produire, récolter ou acheter de la nourriture face aux chocs et aux stress environnementaux et socio-économiques. Mettre l'accent sur la résilience est crucial pour que les objectifs de sécurité alimentaire soient atteints et se maintiennent sur le long terme.

Les décideurs en matière de sécurité alimentaire dans les pays en développement ont donc beaucoup à gagner en intégrant la gestion des écosystèmes et une bonne gouvernance des écosystèmes dans leurs mesures politiques. La collaboration avec d'autres initiatives d'élaboration de politiques sectorielles est primordiale pour s'assurer qu'elles soutiennent systématiquement la sécurité alimentaire. Des politiques efficaces doivent également s'atteler aux aspects sociaux qui lient les écosystèmes et la sécurité alimentaire, en renforçant par exemple, les régimes fonciers, les droits d'accès aux ressources naturelles, les organisations locales, l'égalité homme-femme dans l'accès aux intrants agricoles, tels que les services de soutien et de crédit.

CONTEXTE

La Sécurité alimentaire – disponibilité de nourriture accessible à tous, sûre, adaptée à la réalité locale et fiable dans l'espace et dans le temps – est l'un des problèmes majeurs auxquels doivent actuellement faire face les pays en développement.

Les progrès réalisés en vue d'atteindre les objectifs mondiaux en matière de sécurité alimentaire ont été lents et inégaux. Alors que l'Objectif du Millénaire pour le Développement (OMD) de réduire de moitié la proportion de personnes souffrant de faim chronique d'ici 2015 est à portée de main, les progrès concernant cet objectif se sont ralentis puis stabilisés au cours des cinq dernières années. Actuellement, près de 15 pour cent de la population mondiale est sous-alimentée (par rapport à l'objectif OMD d'environ 12 pour cent).

Parallèlement, les efforts pour parvenir à plus de sécurité alimentaire dans l'avenir sont confrontés à un nombre croissant de défis. Taux de croissance démographiques élevés, intensification de la concurrence pour les terres et les ressources naturelles, lourdes charges que représentent les maladies, crises économiques et conflits généralisés, sont quelques-uns des nombreux facteurs freinant le progrès en matière de sécurité alimentaire. Alors que ces problèmes et d'autres ont été amplement reconnus par les décideurs du monde entier pour les questions de sécurité alimentaire, un facteur important est passé pratiquement inaperçu : la dégradation des écosystèmes.

Table des Matières

P.2

SÉCURITÉ ALIMENTAIRE : OÙ SONT LES LIENS AVEC LES ÉCOSYSTÈMES ?

P.6

POLITIQUES DE SÉCURITÉ ALIMENTAIRE : QUE MANQUE-T-IL ?

P.8

ÉLABORATION DES POLITIQUE DE SÉCURITÉ ALIMENTAIRE : COMMENT LA RENDRE PLUS EFFICACE ?

P.12

POUR EN SAVOIR PLUS

Sécurité alimentaire :

où sont les liens avec les écosystèmes ?

LES QUATRE DIMENSIONS DE LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE

La sécurité alimentaire peut être définie en fonction de quatre dimensions :

➡ **DISPONIBILITÉ** : approvisionnement de ressources alimentaires en quantité et qualité suffisantes, issues de systèmes naturels ou cultivés ;

➡ **ACCÈS** : capacité des personnes à obtenir des ressources alimentaires par le biais de leur propre production, des marchés, ou d'autres sources ;

➡ **UTILISATION** : moyens permettant aux personnes d'obtenir de leur alimentation les apports énergétiques et nutritionnels suffisants ; et

➡ **STABILITÉ** : ressources alimentaires disponibles en quantité et qualité suffisantes, accessibles et utilisables sur une base fiable et durable.

Un individu, un ménage, une communauté ou une nation peut accéder à la sécurité alimentaire, uniquement lorsque ces quatre dimensions sont atteintes simultanément.

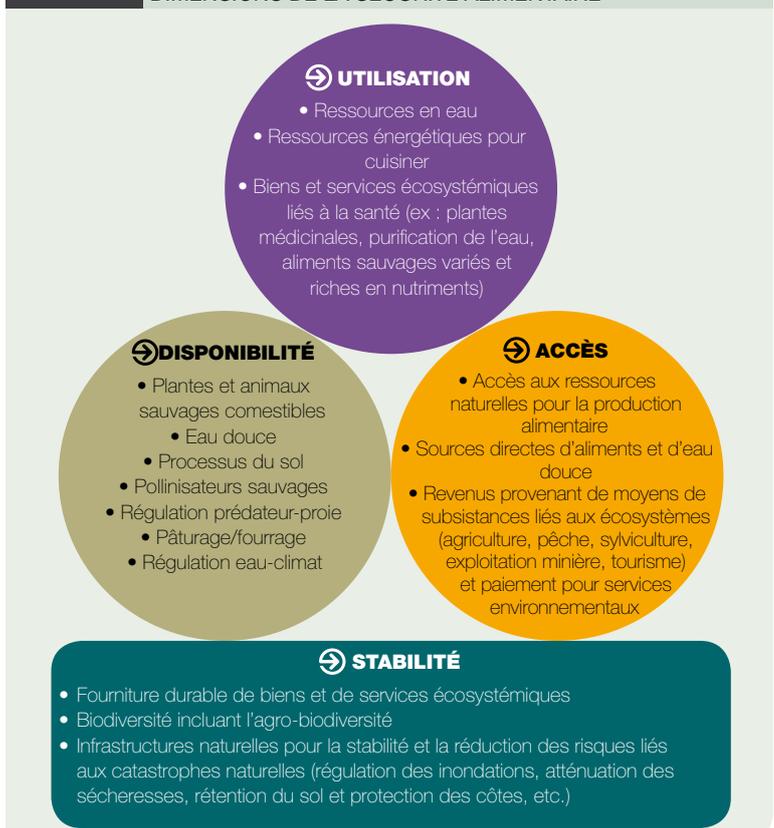


Contributions des écosystèmes à la sécurité alimentaire

Les biens et les services écosystémiques contribuent à ces quatre dimensions, comme illustré dans la **Figure 1**. Voici quelques exemples de ces contributions :

- Les processus du sol et les pollinisateurs sauvages revêtent une importance capitale pour la productivité agricole – et donc pour la **disponibilité** alimentaire ;
- Les forêts fournissent un **accès** à la nourriture à la fois de façon directe (par le biais des plantes et des animaux sauvages comestibles qui s'y trouvent) et indirecte (via les revenus dérivés des produits forestiers pouvant être utilisés pour acheter de la nourriture) ;
- Les plantes médicinales contribuent à la santé des personnes, grâce à une **utilisation** de l'alimentation plus efficace et bénéfique pour leurs corps ; et
- Les zones humides et les mangroves en bonne santé protègent les zones côtières des inondations, et augmentent ainsi la **stabilité** de la production agricole et aquacole des zones environnantes.

FIGURE 1 CONTRIBUTIONS DES ÉCOSYSTÈMES AUX QUATRE DIMENSIONS DE LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE



Pourquoi les décideurs en matière de sécurité alimentaire devraient-ils se soucier des écosystèmes ?

Compte tenu de l'importante contribution des écosystèmes à la sécurité alimentaire, la dégradation ou la perte de ces écosystèmes et de leurs fonctions auront des conséquences négatives sur la sécurité alimentaire. Le changement climatique doit également être ajouté à cette équation étant donné que ces trois défis majeurs – l'insécurité alimentaire, la dégradation des écosystèmes et le changement climatique – sont étroitement liés.



C'est là le cœur du problème : la dégradation des écosystèmes et la faible gouvernance des écosystèmes peuvent miner l'efficacité et l'impact des politiques de sécurité alimentaire, de la même façon que des politiques inappropriées peuvent détruire des écosystèmes et leur capacité à soutenir les systèmes alimentaires. Des exemples de ces problèmes sont exposés dans les trois pages suivantes.

DISPONIBILITÉ DES RESSOURCES ALIMENTAIRES

La disponibilité des ressources alimentaires dépend de la productivité des systèmes cultivés et naturels. Les populations rurales pauvres (le groupe le plus communément affecté par l'insécurité alimentaire) dépendent de l'agriculture vivrière pour la plupart de leurs besoins alimentaires et sont donc extrêmement dépendants des ressources naturelles pour préserver leurs moyens de subsistance. Les écosystèmes sous-tendent la production agricole en fournissant l'eau, le sol ainsi que la pollinisation et les services de contrôle antiparasitaire. La dégradation environnementale ou les impacts liés au climat peuvent donc faire la différence pour les communautés rurales pauvres entre la suffisance alimentaire ou la famine. La cueillette de plantes ou la chasse d'animaux sauvages remplissent également une grande partie des besoins alimentaires des populations pauvres dans le monde. Là encore, la dégradation des écosystèmes et les catastrophes naturelles, qui réduisent la disponibilité des sources alimentaires, auront un impact important sur la sécurité alimentaire.

LES ALIMENTS SAUVAGES – UNE RESSOURCE ESSENTIELLE POUR LES PAUVRES

Les animaux et les plantes sauvages utilisés pour se nourrir constituent un apport calorique vital et une source essentielle de protéines et de micronutriments pour plus d'un milliard de personnes dans le monde. Le poisson, par exemple, assure 20 pour cent des apports protéiques moyens d'origine animale par habitant pour plus de 1,5 milliards de personnes. La viande de brousse permet de nourrir près de cent millions de personnes dans le bassin du Congo – tant en zone rurale qu'urbaine – et est importante dans de nombreuses autres régions boisées du monde. Certaines populations indigènes (telles que les peuples de chasseurs-cueilleurs habitant la forêt) sont *totalem*ent dépendantes de la santé et de la biodiversité des écosystèmes pour satisfaire leurs besoins alimentaires.

ACCÈS AUX RESSOURCES ALIMENTAIRES

Environ un milliard de personnes dans le monde gagnent leur vie grâce aux ressources naturelles sauvages (Arnold et al 2011), majoritairement les ressources marines, d'eau douce et forestières. Selon la FAO, les pêches et l'aquaculture font vivre environ dix pour cent de la population mondiale. Une grande partie des populations rurales pauvres dépend de la vente produits forestiers ligneux et non-ligneux (tels que le gibier, le miel et les plantes médicinales) pour acheter de quoi manger, aider à couvrir des événements coûteux (par ex. frais de scolarité, festivités, funérailles) et affronter des difficultés imprévues comme le chômage, la maladie ou une mauvaise récolte.

De manière générale, les moyens de subsistance basés sur les écosystèmes (comme l'agriculture, la sylviculture, la pêche, le tourisme et l'exploitation minière) sont une source de revenus d'importance capitale pour les populations pauvres pour leur permettre de s'acheter de quoi se nourrir. Si ces sources de revenus sont menacées – notamment par la dégradation des écosystèmes, les catastrophes naturelles, les conflits, ou l'effondrement des prix des matières premières – cela pourrait avoir de graves répercussions sur la sécurité alimentaire.

RECOMMANDATIONS STRATÉGIQUES :

➤ Les politiques agricoles entièrement fondées sur l'accroissement de la production peuvent avoir un effet contreproductif en minant les contributions des écosystèmes aux objectifs de productivité et de sécurité alimentaire. Par exemple, les politiques encourageant une dépendance excessive aux intrants chimiques peuvent mener au lessivage des sols, à la pollution de l'eau et à la perte de populations de prédateurs naturels, pouvant ainsi générer des impacts à long-terme sur la production alimentaire.

➤ Les politiques durables d'exploitation des terres et de gestion des ressources peuvent soutenir les objectifs de sécurité alimentaire, en aidant à maintenir le flux des biens et des services écosystémiques à l'agriculture. Par exemple, les politiques encourageant la reforestation et l'agroforesterie favorisent le stockage de l'eau, la rétention et la fertilité du sol, éléments essentiels pour la productivité agricole.

➤ Les politiques mettant en péril l'intégrité des écosystèmes peuvent affecter la qualité et la diversité des ressources alimentaires d'origine sauvage. Par exemple, la conversion des forêts ou l'accès restreint aux forêts peut réduire l'accès aux fruits sauvages, une source d'éléments nutritifs particulièrement importante pour les enfants des zones rurales arides d'Afrique.

➤ Les politiques qui investissent dans la restauration des écosystèmes vont non seulement stabiliser l'approvisionnement en produits alimentaires d'origine sauvage issus de ces écosystèmes, mais également aider les groupes vulnérables à acheter leur nourriture, et conserver leurs possibilités de vivre de la vente de produits naturels (par ex. produits forestiers non-ligneux, poisson).

PHOTO À GAUCHE

Les revenus de la pêche et de l'aquaculture sont essentiels pour permettre aux populations d'acheter de la nourriture. Ici un groupe d'hommes récoltant des carpes d'élevage au Bangladesh. © FAO Aquaculture photo library/M. Hasan.

PHOTO À DROITE

Le sol : un bien écosystémique crucial pour les cultures alimentaires. Ici des agriculteurs du Burundi créent des terrasses pour une meilleure rétention du sol. © Cyriaque Nzojibwami.



RECOMMANDATIONS STRATÉGIQUES :

➤ Les politiques de gestion forestières réduisant la disponibilité des plantes médicinales et l'accès des populations locales à ces ressources, peuvent limiter les avantages nutritionnels et de santé que les populations pauvres tirent de leur alimentation.

➤ Les politiques encourageant les investissements dans l'approvisionnement en eau potable et la production d'énergie durable à partir de biomasse, peuvent aider à améliorer la sécurité alimentaire en permettant aux populations pauvres de préparer, cuire et conserver des aliments nutritifs. Ces politiques peuvent également libérer les femmes des longues heures passées à chercher le bois et l'eau et à faire la cuisine, en leur permettant de se consacrer à d'autres activités, telles qu'un travail rémunéré ou la production alimentaire.

➤ Les politiques favorisant la déforestation et l'assèchement des zones humides compromettent la capacité des écosystèmes de contribuer à la réduction des risques de catastrophes. Le couvert forestier est important pour maintenir la rétention d'eau dans les bassins hydrographiques et réduire le risque d'inondation éclair, tandis que les zones humides dans les plaines inondables retiennent l'eau et réduisent les pointes de crue. En compromettant ces services écosystémiques, de telles politiques ont également des impacts négatifs sur la sécurité alimentaire.

➤ Les politiques visant à promouvoir une bonne gouvernance des ressources naturelles produisent des résultats positifs non seulement pour un accès équitable aux ressources alimentaires, à la terre et à l'eau, mais également pour la réduction des conflits et la sécurité des ressources naturelles.

➤ Les politiques de développement ou de conservation qui affaiblissent la gouvernance locale des ressources naturelles, compromettent la capacité des populations locales – gardiennes des ressources – à décider de l'utilisation des ressources sur le long terme et à les préserver des pressions extérieures. De telles politiques peuvent donc réduire la sécurité alimentaire, même si elles contribuent à l'augmentation du PIB. Le détournement de l'eau pour une irrigation à grande échelle, le développement urbain et les régimes d'accès restreint aux forêts tels que REDD, sont quelques exemples de ce genre de politiques.

UTILISATION DES RESSOURCES ALIMENTAIRES

Comme ils contribuent au bien-être en fournissant un cadre de vie sain, une alimentation variée et nutritive et des plantes médicinales, les écosystèmes permettent aux populations pauvres de tirer le meilleur parti de leur alimentation. Les écosystèmes sont également une source d'eau et de biomasse pour la préparation, la cuisson et la préservation des aliments.

LA DÉFORESTATION AFFECTE L'UTILISATION DES RESSOURCES ALIMENTAIRES

Les populations rurales et urbaines pauvres des pays en développement dépendent de la biomasse naturelle (particulièrement du bois et du charbon) pour cuisiner ainsi que pour se chauffer. L'accès au bois de feu élargit le choix et la variété des aliments qui sont utilisés, y compris des sources importantes de protéines comme les haricots et la viande, dont la préparation nécessite des niveaux d'énergie plus élevés (CIFOR 2012). La perte d'accès à ces combustibles, par la déforestation ou la restriction de l'utilisation des ressources, peut ainsi affecter la quantité et la qualité des aliments préparés et consommés. Un accès réduit aux sources d'énergie issues de la biomasse limiterait également la capacité des personnes à conserver leurs aliments grâce au séchage et au fumage. Ceci est particulièrement important pour les protéines d'origine animale comme le poisson.

STABILITÉ DE LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE

Une sécurité alimentaire stable nécessite des systèmes alimentaires garantissant la disponibilité, l'accès et l'utilisation de ressources alimentaires durables, résistants aux impacts des chocs et des stress socio-économiques et environnementaux. Atteindre une sécurité alimentaire stable signifie s'attaquer au risque émanant de ces chocs et stress, par le biais d'interventions politiques ciblées.

Les risques de la sécurité alimentaire liés aux chocs et aux stress sur les écosystèmes incluent le développement non durable, le changement climatique, les régimes fonciers inéquitables et les conflits liés aux ressources. Quelques-uns de ces risques et leurs implications politiques sont exposés ci-dessous.

Développement non durable

Un développement économique qui privatise les ressources et les écosystèmes (par ex. forêts, côtes, ressources en eau) et donne un contrôle plus stricte de ces ressources à l'Etat, tend à écarter les populations pauvres de ces biens essentiels à la sécurité alimentaire. Le développement des infrastructures pour le tourisme de plage, par exemple, augmente les rejets d'effluents, perturbe les écosystèmes côtiers comme les mangroves, et réduit l'accès aux étendues côtières prisées des populations locales pour la récolte des mollusques. Une urbanisation rapide peut également limiter l'accès aux ressources alimentaires, car les populations pauvres des villes ont moins accès aux produits alimentaires sauvages et aux revenus que peuvent générer les ressources naturelles.

Le développement agricole et industriel non durable cause d'immenses dommages aux écosystèmes en polluant le sol et l'eau. Cette situation augmente les risques pour la santé et les pertes agricoles, et réduit la disponibilité des ressources alimentaires sauvages,

hautement valorisées. Par exemple, l'impact du ruissellement des engrais dans les cours d'eau puis sur les côtes endommage les écosystèmes marins et d'eau douce et diminue la disponibilité de poissons et de mollusques, l'une des principales sources de protéines pour beaucoup. L'impact de la pollution à l'azote a été particulièrement grave, causant la perte de 50 à 90 pour cent des mangroves dans la plupart des régions au cours des quarante dernières années.

Changement climatique

Le changement climatique peut affecter la disponibilité alimentaire par toute une série de changements biophysiques (climats plus secs, températures plus élevées ou plus basses, élévation du niveau des mers et inondations ou sécheresses plus fréquentes). Par ailleurs, le changement climatique peut déclencher des cycles de déclin, en multipliant les impacts sur la sécurité alimentaire. Les phénomènes météorologiques dangereux et le changement climatique peuvent endommager les infrastructures de transport et de stockage des produits alimentaires, réduire les capacités de l'Etat, et entraîner une forte fluctuation des prix, des rendements incertains, une augmentation de la pauvreté, et une dégradation des relations et de la cohésion sociales. De tels impacts systémiques freineraient sévèrement la capacité des pays en développement à produire et distribuer les produits alimentaires pour satisfaire les besoins de leurs populations. Il est estimé que le changement climatique entraînera une hausse de dix pour cent du nombre d'enfants malnutris dans le monde d'ici 2050. Les groupes vulnérables et les communautés indigènes sont les plus exposés aux impacts des catastrophes naturelles provoquées par le changement climatique. Par exemple, il n'est pas rare que les femmes pauvres des zones rurales perdent leur titre de propriété suite à une inondation ; et leurs droits étant souvent informels, elles ont moins de chance que les hommes d'être indemnisées pour la perte de leurs terres. Cette situation génère de graves implications à long terme sur leur capacité à produire des denrées alimentaires.



Propriété foncière inéquitable

Le manque d'accès à la propriété foncière et aux ressources naturelles est l'un des obstacles les plus importants pour la sécurité alimentaire dans de nombreux pays en développement. Lorsque le régime foncier est précaire ou confus, ou lorsque l'Etat revendique tous les titres légaux de propriété, le développement agricole tend à favoriser la production à grande échelle plutôt que celle des petits exploitants. L'insécurité foncière dissuade les exploitants locaux d'investir à long terme pour maintenir les fonctions des écosystèmes et améliorer la production alimentaire. Ces facteurs contribuent directement à l'insécurité alimentaire locale. Les droits sur les ressources en eau, en carbone ainsi que sur les ressources halieutiques sont également communément revendiqués par l'Etat, au-delà du droit des communautés locales. Là encore, les moyens de subsistance locaux et la sécurité alimentaire sont mis en péril.

Les politiques d'exclusion en matière de ressources et l'insécurité foncière engendrent de profondes répercussions. Au fil du temps, les communautés disposent de ressources de plus en plus limitées, les empêchant de sortir de l'insécurité alimentaire et de la pauvreté – tout en aggravant les inégalités sociales.

Une des conséquences de l'insécurité et l'inégalité des régimes fonciers est la prolifération des investissements fonciers étrangers. Cette expansion – estimée à plus de 135 millions d'hectares dans le monde – réduit la disponibilité et l'accès aux ressources alimentaires, sauvages et cultivées, pour un grand nombre de populations rurales. Ces investissements fonciers se portent principalement sur les exportations de biocarburants, de minerais, de bois et de produits alimentaires. La rapide expansion de la production de biocarburants au niveau mondial devrait contribuer à augmenter de près de trois millions le nombre d'enfants d'âge préscolaire sous-alimentés en Afrique et en Asie du Sud d'ici 2050.

Conflits

Une gouvernance environnementale faible peut être à l'origine de conflits ou contribuer à leur intensification, en exacerbant les injustices, les inégalités et la pauvreté. Les conflits liés à la terre et à l'eau devraient augmenter au fur et à mesure que la demande pour ces ressources s'accroît, en raison du changement climatique, de la pression démographique grandissante et des restrictions d'accès. Les conflits peuvent avoir des répercussions considérables sur la sécurité alimentaire, tout comme le déclin des institutions, provoquant la dégradation des relations sociales ; et la violence générée par les conflits provoque l'augmentation des prix et la baisse de la production alimentaire. Les populations touchées par les conflits ont plus de difficultés à produire et à accéder aux ressources alimentaires et à obtenir l'eau et l'énergie nécessaire à la préparation des aliments. Dans le long terme, la destruction des infrastructures rurales, la perte de bétail, la déforestation, l'utilisation répandue de mines terrestres, l'empoisonnement des puits, et les mouvements massifs de populations aggravent les problèmes de sécurité alimentaire.

PHOTO À GAUCHE

L'accès à l'eau potable est important pour la sécurité alimentaire, elle soutient la santé et la préparation d'aliments. Ici, des Enfants jouent dans une rivière, Ouganda.
© UICN/Claire Warmenbol.

PHOTO À DROITE

Alimentation sauvage de la forêt est une ressource importante pour de nombreuses communautés rurales. © UICN/David Brazier.

Politiques de sécurité alimentaire :

que manque-t-il ?

Comme le montrent les « recommandations stratégiques » mentionnées plus haut, les efforts de développement et de conservation ont souvent contribué à ou empiré l'insécurité alimentaire faute d'avoir pris en compte les liens étroits entre la sécurité alimentaire et les écosystèmes. La vulnérabilité élevée des groupes les plus pauvres à l'insécurité alimentaire est généralement liée à : (1) une forte dépendance par rapport aux systèmes naturels soumis à des dégradations ou des changements rapides ; et (2) les systèmes actuels de gouvernance liés à l'environnement et la manière dont ils sont mis en œuvre. Lorsque l'un de ces deux facteurs, ou les deux à la fois, réduisent la disponibilité ou l'accès à des ressources clés, comme l'eau et les produits alimentaires sauvages ou cultivés, ils compromettent les moyens de subsistance et les relations sociales qui cimentent les communautés entre elles. L'insécurité alimentaire qui en découle produit souvent des communautés dysfonctionnelles, et des conflits au sein et entre communautés, et néglige les groupes les plus vulnérables, notamment les femmes et les enfants.

Des avancées importantes en matière de politiques alimentaires ont eu lieu au cours des dix dernières années, notamment la reconnaissance accrue du droit à une alimentation adéquate et l'importance d'un régime foncier équitable et sûr. Cependant, l'élaboration des politiques de sécurité alimentaire se base toujours

sur la productivité agricole, le commerce et les politiques macro-économiques, tout en négligeant le rôle central de la gestion des écosystèmes.

En outre, il existe une crise de mise en œuvre : beaucoup de ces avancées au niveau mondial n'ont pas été suffisamment intégrées aux politiques et mises en pratique au niveau national. Même si le rôle que jouent les écosystèmes dans les diverses dimensions de la sécurité alimentaire est de plus en plus reconnu, le niveau d'investissement reste insuffisant pour maintenir la qualité de l'environnement, construire des relations sociales positives autour de son utilisation (institutions, organisations, apprentissage) et développer des liens entre les différents acteurs et secteurs impliqués.

L'idée qu'un compromis est inévitable entre la productivité agricole et la conservation des écosystèmes est désormais dépassée, compte tenu de notre compréhension actuelle de la dépendance de l'agriculture sur des écosystèmes plus vastes. Il n'y a pas d'autre choix que faire les deux, sinon la sécurité alimentaire ne restera qu'une utopie.

La liste de la page suivante identifie les principales lacunes et insuffisances des politiques et pratiques en matière de sécurité



Lacunes dans l'élaboration

🔄 **Une approche multi-sectorielle.** Les institutions compétentes (agriculture, sylviculture, commerce, environnement, etc.) font trop souvent preuve de « cloisonnements politiques » pour aborder les questions de sécurité alimentaires. Elles collaborent rarement entre elles pour s'assurer que leurs politiques soutiennent systématiquement la sécurité alimentaire. Cette situation peut conduire à des politiques déconnectées et parfois contradictoires et à la négligence des liens et des synergies intersectoriels (ex : Alimentation-eau-énergie et alimentation-santé-nutrition).

🔄 **Intégration des facteurs écosystémiques.** Comme nous venons de le voir dans ce document, les facteurs écosystémiques sont toujours largement absents des réflexions autour de l'élaboration des politiques de sécurité alimentaire. Cela se traduit par des politiques mal-informées et inefficaces et contribue à une mauvaise gestion et à la dégradation des écosystèmes, ce qui compromet les objectifs de sécurité alimentaire de ces politiques.



alimentaire. Ces lacunes politiques sont doublées d'un faible développement institutionnel. Les institutions politiques de sécurité alimentaire, en particulier, manquent de capacité pour répondre de façon créative et flexible aux aléas du changement climatique. Les communautés locales sont rarement informées, consultées, ou impliquées dans les processus de décision de ces institutions.

PHOTO À GAUCHE

Les politiques de sécurité alimentaire doivent mieux intégrer les questions relatives aux écosystèmes. Ici, un agriculteur de Guatemala se repose devant sa récolte de maïs endommagé par un ouragan. © PAM/Alejandro Chicheri.

PHOTO À DROITE

Discussion avec des femmes autour des questions liées à l'utilisation de la terre au Soudan. De tels processus participatifs sont souvent absents de l'élaboration de politiques de sécurité alimentaire. © IUCN/Intu Boedihartono.

de politiques de sécurité alimentaire

➡ **Prise de décision participative.** Des acteurs clés sont écartés des processus de prise de décision en matière de sécurité alimentaire, et par conséquent, ces décisions ne reflètent pas toujours les droits, la culture et les intérêts des populations locales. Même lorsqu'une participation locale est envisagée, elle est souvent limitée aux hommes de ces communautés, et peu d'efforts sont faits pour prendre en compte les opinions et les besoins des femmes. Les populations rurales pauvres sont les gardiennes de nombreux écosystèmes et ce même groupe de personnes est bien souvent le plus touché par l'insécurité alimentaire. Les politiques qui ne tiennent pas compte de la voix des pauvres, des petits exploitants et d'autres acteurs « de première ligne », ont peu de chance de trouver un soutien local pour leur mise en œuvre.

➡ **Engagement pour agir contre le changement climatique.** Il existe jusqu'à présent peu de signes d'engagement pour corriger les facteurs sous-jacents du changement climatique,

et en particulier les modes de consommation et de production qui utilisent l'énergie de façon non durable et génèrent une quantité ingérable de pollution et de déchets. La connaissance du fait que les ressources de la planète ont des limites, directement liées à la sécurité alimentaire, est largement absente des débats et du développement des politiques.

➡ **Reconnaissance des ressources sauvages.** Les politiques de sécurité alimentaire, ainsi que d'autres politiques liées aux ressources naturelles, n'ont toujours pas intégré le fait maintenant évident, que les ressources sauvages sont cruciales à la sécurité alimentaire d'une partie significative des populations pauvres du monde. Sans cette reconnaissance, ces politiques risquent de couper l'accès aux aliments sauvages, tels que le gibier et le poisson, privant ainsi de nombreuses populations rurales d'une source essentielle de protéines.

Élaboration des politiques de sécurité alimentaire :

comment la rendre plus efficace ?

Mettre l'accent sur la résilience des ressources alimentaires

L'élaboration des politiques de sécurité alimentaire prenant en compte les écosystèmes vise plus qu'une simple réduction de la faim, et a pour but de renforcer la résilience alimentaire à long terme. Cet accent mis sur la résilience est crucial pour atteindre et maintenir les objectifs de sécurité alimentaire sur le long terme.

Le terme de résilience alimentaire fait référence à la capacité des écosystèmes à supporter la production alimentaire et la capacité des populations à produire, récolter ou acheter des denrées alimentaires dans un contexte de chocs et de stress environnementaux et socio-économiques. L'élaboration des politiques de sécurité alimentaire, prenant en compte les écosystèmes, renforcent à la fois :

- La résilience des populations souffrant d'insécurité alimentaire à gérer les incertitudes et les contraintes telles que les fluctuations du prix des denrées alimentaires et le changement climatique ; et
- La résilience des écosystèmes à supporter les chocs tels que les phénomènes météorologiques dangereux et les stress tels que la pollution, pour maintenir leur soutien à la production de ces aliments sauvages et d'élevage.

Les politiques peuvent mieux servir la cause de la résilience alimentaire en prenant en compte trois questions essentielles : la diversité, l'infrastructure naturelle et la justice sociale. Ces questions sont présentées ci-dessous.

DIVERSITÉ

Le terme diversité est utilisé ici pour se référer à la diversité des écosystèmes, la diversité biologique et la diversité des moyens de subsistance. La diversité des écosystèmes présents dans un paysage et des ressources biologiques au sein de ces écosystèmes peut réduire les risques et la sensibilité aux chocs (y compris la volatilité des prix) des communautés locales, en servant de base aux divers moyens de subsistances et activités d'adaptation (par ex. agriculture et élevage, pêche, sylviculture, tourisme et chasse). Ensemble, ces différents aspects de la diversité peuvent consolider la sécurité alimentaire tout en renforçant la résilience des systèmes alimentaires locaux. Les politiques qui conservent ou augmentent la diversité vont donc contribuer à atteindre les objectifs de sécurité alimentaire. Par exemple, les politiques visant à promouvoir la diversité au sein du système de culture (biodiversité des cultures, biodiversité du sol et diversité des pollinisateurs) peuvent augmenter la capacité d'adaptation de l'agriculture aux fluctuations des conditions de croissance.

INFRASTRUCTURE NATURELLE

La notion d'infrastructure naturelle reflète la capacité des écosystèmes à fournir certains services, tout comme les infrastructures artificielles construites. Par exemple :

- Les forêts contribuent à fournir de l'eau potable, à l'instar des installations de filtration d'eau ;
- Les mangroves contribuent à protéger les côtes des dégâts des tempêtes, à l'instar des digues marines ;
- Les plaines inondables naturelles aident prévenir les inondations, à l'instar des digues et des canaux ;
- Les zones humides aident à nettoyer les effluents provenant des égouts ou de l'industrie, à l'instar des installations de traitement des eaux.

Les services d'infrastructure naturelle contribuent à la résilience alimentaire des communautés, par exemple en protégeant les terres agricoles contre les ondes de tempête et en protégeant les communautés contre les dangers d'une eau potable contaminée. Le maintien de ces services écosystémiques va nécessiter une





meilleure intégration des politiques de sécurité alimentaire avec celles d'autres secteurs, comme l'environnement, le tourisme et l'énergie.

JUSTICE SOCIALE

L'élaboration de politique de sécurité alimentaire ne doit pas seulement aborder les thèmes techniques de gestion des écosystèmes et de production alimentaire, mais également des questions liées à la justice sociale. La justice sociale incarne les idées de bonne gouvernance, d'équité économique, de droits de l'homme, de solidarité, d'égalité. Les questions de justice sociale ont une importance capitale pour la sécurité alimentaire, car elles jouent un rôle majeur dans l'accès aux ressources alimentaires des ménages, des communautés, des sociétés et des nations. Lorsque la justice sociale est faible, il existe un risque élevé d'insécurité alimentaire au sein des groupes vulnérables et marginalisés.

En abordant les questions de justice sociale, les politiques de sécurité alimentaire peuvent renforcer la résilience alimentaire. Il est essentiel de soutenir les systèmes de gouvernance locale, particulièrement la gestion locale de l'utilisation des ressources

et de la production. Par exemple, les politiques renforçant les organisations de petits producteurs construisent une résilience locale en augmentant la capacité des agriculteurs à établir des priorités communes, négocier des prix justes et faire des choix de redistribution, nécessaires à l'amélioration de la production alimentaire.

Un autre point essentiel pour la sécurité alimentaire est de construire de bonnes relations sociales et de s'attaquer aux inégalités, y compris la discrimination répandue à l'encontre des femmes. Les politiques peuvent aider à éradiquer cette discrimination en reconnaissant officiellement l'égalité homme-femme et en mettant en œuvre des changements spécifiques pour améliorer la sécurité alimentaire et la productivité des femmes.

La justice sociale en matière de sécurité alimentaire ne peut pas être ignorée des décideurs politiques. Il est moralement et éthiquement inacceptable que tant de personnes n'aient pas la possibilité de vivre à l'abri de la faim.

PHOTO À GAUCHE

Les politiques devraient viser à renforcer la résilience des communautés et des écosystèmes à long terme - leur capacité à gérer et à rebondir après les chocs et les contraintes. Voici un garçon en Guyane qui utilise un vieux réfrigérateur comme bateau après que les inondations aient coupé la maison de la route principale. © PAM/Alejandro Chicheri.

PHOTO AU-DESSUS

Ici au Mozambique les inondations de terres agricoles causent le déplacement de population, avec des conséquences graves pour la sécurité alimentaire. © PAM/Michael Huggins.



A quoi ressemblent des politiques de sécurité alimentaire efficaces ?

Nous avons pu observer que, pour être efficaces, les politiques de sécurité alimentaire doivent prendre en compte les écosystèmes et encourager la résilience alimentaire en abordant les questions liées à la diversité, l'infrastructure naturelle et la justice sociale. A quoi ressembleraient donc ces politiques ? Les exemples suivants présentent les caractéristiques que ces politiques devraient avoir.

➤ **Des politiques efficaces reconnaissent que les services rendus par les écosystèmes ne sont pas sans limites.** Cela inclut leur capacité à absorber les déchets. Les politiques doivent s'attaquer à la pollution de la terre, de l'eau et de l'air pour préserver la santé des écosystèmes, les aliments d'origine sauvage (comme le poisson) et la santé humaine. Par exemple, traiter les eaux usées municipales et industrielles est réalisable avec la technologie existante, mais requiert un meilleur contrôle réglementaire, des investissements en infrastructure et le renforcement des capacités, particulièrement dans les pays en développement.

➤ **Des politiques efficaces créent des liens entre les différents secteurs.** L'élaboration de politiques de sécurité alimentaire doit être basée sur une meilleure intégration des différents secteurs économiques et de développement. En particulier, les questions écologiques doivent être davantage intégrées dans les politiques des secteurs qui ont un impact sur les services écosystémiques à la base de la sécurité alimentaire ; ceci inclut les secteurs comme le commerce, l'énergie, l'eau, la santé et le tourisme. Il est donc nécessaire de donner aux agences environnementales un rôle plus central dans la définition des stratégies de sécurité alimentaire.

➤ **Des politiques efficaces considèrent les systèmes agricoles comme des agroécosystèmes.** Les agroécosystèmes fournissent une grande variété de services et sont liés à d'autres écosystèmes. En partant de cette vision plus large sur la façon dont les systèmes agricoles peuvent s'intégrer dans le paysage, les politiques peuvent identifier et profiter des

synergies entre la production agricole et l'élevage, la pêche et la sylviculture afin de garantir la sécurité alimentaire.

➤ **Des politiques efficaces valorisent les écosystèmes comme des biens de production.** Les politiques de sécurité alimentaire reconnaissent le besoin de maintenir ces biens naturels car ils fournissent d'importants filets de protection pour les populations souffrant d'insécurité alimentaire et sont la base de moyens de subsistance diversifiés. Il ne s'agit pas d'abandonner la protection des écosystèmes particulièrement fragiles ou menacés, mais de voir la protection comme un outil pour restaurer et préserver les services écosystémiques, et prendre en compte les interactions entre les aires protégées, les agroécosystèmes avoisinants et les autres écosystèmes gérés de façon durable.

➤ **Des politiques efficaces encouragent un investissement accru dans les biens environnementaux non agricoles.** En effet, les biens non agricoles peuvent aider à renforcer la résilience des petits producteurs et éleveurs et soutenir les différents modes de subsistance, y compris des sources de revenus non agricoles. Ceci doit permettre de réduire la vulnérabilité des populations rurales pauvres aux phénomènes météorologiques extrêmes et aux fluctuations des prix. Un soutien financier et technique est nécessaire pour que les populations locales puissent utiliser ces opportunités non agricoles, se former, échanger leurs connaissances, et renforcer les organisations locales.

➤ **Des politiques efficaces renforcent l'organisation locale et font davantage entendre la voix des communautés rurales.** Comme ces communautés sont les gardiennes naturelles des écosystèmes et les gestionnaires de la production alimentaire issue des ressources sauvages et cultivées. Elles sont des acteurs cruciaux pour préserver ces ressources et gérer les conflits liés aux ressources. Encourager la participation des hommes et des femmes des communautés locales – agriculteurs, pasteurs, habitants de la forêt, cultivateurs itinérants, pêcheurs et autres producteurs et récoltants de ressources alimentaires – dans les processus décisionnels sur la sécurité alimentaire, peut aider à prendre des décisions et élaborer des politiques appropriées.

Les politiques de sécurité alimentaire doivent encourager les communautés rurales à s'engager auprès d'autres acteurs pour définir des solutions, et soutenir la reconnaissance de leurs droits à l'information, la transparence, la responsabilisation, la participation et de recours.

➤ **Des politiques efficaces respectent et protègent les droits des populations à l'alimentation et à l'eau.** Les politiques de sécurité alimentaire peuvent inclure ces droits en tant que seuils pour la prise de décision. Cela impliquerait la prise en compte de ces droits dans toutes les décisions en rapport avec les services écosystémiques, et le soutien aux populations locales pour faire valoir ces droits – sauf au cas où ces actions pourraient perturber les services écosystémiques et nuire à la sécurité alimentaire d'autres groupes.

➤ **Des politiques efficaces favorisent la sécurité du régime foncier et l'accès aux ressources naturelles.** Les politiques de sécurité alimentaire peuvent aider à reconnaître et à garantir les droits fonciers locaux, notamment ceux des populations indigènes et des femmes, dans les politiques et la législation nationales. Cela peut aider à garantir que les changements d'utilisation des terres (par ex. pour les biocarburants ou la production, la conservation et le développement agricole) sont soumis à l'évaluation des droits (spécialement pour l'alimentation et l'eau) et encourager les investissements à long terme dans les ressources essentielles à la subsistance, comme la diversité biologique. Un premier pas dans cette direction serait de mettre en œuvre les *Directives* sur les régimes fonciers pour protéger les moyens locaux de subsistance et la sécurité alimentaire (voir le texte ci-dessous).

DIRECTIVES POUR UNE BONNE GOUVERNANCE DES RÉGIMES FONCIERS

Les décideurs chargés de la sécurité alimentaire, des régimes fonciers et d'autres questions de gouvernance environnementale, peuvent bénéficier des Directives volontaires pour une gouvernance responsable des régimes fonciers applicables aux terres, aux pêches et aux forêts élaborées par le Comité des Nations Unies sur la Sécurité Alimentaire Mondiale. Les directives sont basées sur un ensemble de principes généraux visant à garantir que les États reconnaissent et respectent tous les droits fonciers « légitimes » existants. Cela inclut de sauvegarder ces droits, encourager et faciliter la jouissance de ces droits et l'accès à la justice pour résoudre des infractions ou des litiges relatifs à ces droits.

PHOTO À GAUCHE

Ici, des enfants Népalais cherchent des poissons et crabes dans les champs de riz.
© PAM/James Giambone.

PHOTO À DROITE

Une jeune mère récolte du maïs au Malawi. © PAM/Charles Hatch Barnwell.

➤ **Des politiques efficaces améliorent l'équité et lutte contre la discrimination.** En abordant les problèmes d'inégalité et de discrimination, les politiques peuvent établir les bases pour réduire les conflits et assurer un accès équitable aux ressources alimentaires, à l'information et au processus décisionnel sur la sécurité alimentaire. Lutter contre le problème généralisé de discrimination et d'inégalité homme-femme impliquerait, par exemple, d'adopter des mesures reconnaissant et protégeant les droits des femmes à posséder ou utiliser la terre et les ressources naturelles, et d'améliorer leur accès aux services de soutien agricole et de crédit.





© IUCN/Carla Vaucher

Pour en savoir plus

Arnold, M., Powell, B., Shanley, P. & Sunderland, T.C.H.

2011. Editorial: Forests, biodiversity and food security. *International Forestry Review* 13 (3): 259-264.

www.cifor.org/online-library/browse/view-publication/publication/3576.html

Boelee E., Chiramba T. & Khaka E. (eds) 2011. An ecosystem services approach to water and food security. Nairobi: United Nations Environment Programme; Colombo: International Water Management Institute.

www.iwmi.cgiar.org/topics/ecosystems/PDF/Synthesis_Report-An_Ecosystem_Services_Approach_to_Water_and_Food_Security_2011_UNEP-IWMI.pdf

FAO. 2012. Guidance Note: *Integrating the Right to Adequate Food into Food and Nutrition Security Programmes*. Rome.

www.fao.org/docrep/017/i3154e/i3154e.pdf

FAO, WFP & IFAD. 2012. *The State of Food Insecurity in the World 2012. Economic growth is necessary but not sufficient to accelerate reduction of hunger and malnutrition*. Rome.

www.fao.org/docrep/016/i3027e/i3027e.pdf

FAO. 2012. *Voluntary Guidelines on the Responsible Governance of Tenure of Land, Fisheries and Forests in the Context of National Food Security*. Rome.

www.fao.org/nr/tenure/voluntary-guidelines/en/

IFAD 2012. Sustainable smallholder agriculture: feeding the world, protecting the planet. Proceedings of the Governing Council Events in conjunction with the Thirty-fifth Session of IFAD's Governing Council, February 2012.

www.ifad.org/events/gc/35/doc/proceeding.pdf

IFPRI. Threats to security related to food, agriculture, and natural resources - What to do?

www.ifpri.org/publication/threats-security-related-food-agriculture-and-natural-resources-what-do

McClain-Nhlapo, C. 2004. Implementing a human right to food. IFPRI 2020 Africa Conference Brief.

www.ifpri.org/sites/default/files/pubs/pubs/ib/ib29.pdf

IUCN Forest Programme: www.iucn.org/forest

IUCN Global Water Programme: www.iucn.org/water



**UNION INTERNATIONALE POUR
LA CONSERVATION DE LA NATURE**

SIÈGE MONDIAL
Rue Mauverney 28
1196 Gland, Suisse
mail@iucn.org
Tel +41 22 999 0000
Fax +41 22 999 0002
www.iucn.org

